

**La Direction générale Statistique - Statistics Belgium (ci-après « Statbel »);**

*Vu le règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (ci-après « le RGPD »);*

*Vu le règlement (UE) n° 557/2013 de la Commission européenne du 17 juin 2013 mettant en œuvre le règlement (CE) n° 223/2009 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques européennes en ce qui concerne l'accès aux données confidentielles à des fins scientifiques et abrogeant le règlement (CE) n° 831/2002 ;*

*Vu la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique (ci-après « la loi statistique »);*

*Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel (ci-après « la loi du 30 juillet 2018 »);*

*Vu la loi du 5 septembre 2018 instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après « la loi du 5 septembre 2018 »);*

*Vu le contrat de confidentialité n° 2024/051 entre Statbel et l'OCDE ;*

*Vu la demande de l'Organisation de Coopération et Développement Economique (ci-après "OCDE") reçue le 6 décembre 2025 ;*

**Emet la décision suivante, le 15 décembre 2025,**

## I. OBJET DE LA DEMANDE

1. L'Organisation de coopération et de développement économiques (ci-après « le destinataire ») est une organisation internationale, établie par la convention du 14 décembre 1960 relative à l'Organisation de coopération et de développement économiques signée à Paris par vingt pays dont la Belgique. L'objectif de cette organisation est de promouvoir des politiques publiques qui favorisent la prospérité, l'égalité des chances et le bien-être pour tous.
2. L'OCDE mène une étude comparative sur la mobilité des revenus dans les pays de l'OCDE à l'aide de données administratives, en mettant l'accent sur la dimension géographique de la mobilité des revenus. Les données sont demandées pour inclure la Belgique dans l'analyse.
3. Par le contrat de confidentialité 2024/051, l'OCDE a obtenu des données pseudonymisées
  - les données sur les revenus de l'ADI (base de données Administrative Disposable Income) pour les années 2016 à 2021 ;
  - les variables relatives au marché du travail et à l'enseignement du Censur 2021 ;
  - Demobel: sexe, âge (tranche de 5 ans), composition du ménage ;
  - l'arrondissement du lieu de résidence (NUTS 3).
4. Par cette demande, OCDE veut :
  - Prolonger la durée de conservation jusqu'au 31/12/2029
  - Obtenir des périodes de référence supplémentaires, notamment 2022 à 2028.

## II. COMPETENCE ET RECEVABILITE

5. Il s'agit de données à caractère personnel pseudonymisées.
6. En vertu de l'article 15 de la loi statistique, Statbel est autorisée à mettre à disposition des données pseudonymisées à des fins statistiques et scientifiques.
7. En vertu des articles 24bis et 24quater de la loi statistique, Statbel est autorisée à faire usage de données administratives dont le Registre national pour la production et la diffusion de statistiques.
8. Statbel utilise différentes sources administratives pour la production du Censur et des statistiques démographiques et familiales. Ces données administratives sont traitées statistiquement par Statbel, de telle sorte que le produit final diffère tellement de la source qu'elle peut être considérée comme le propriétaire.
9. Statbel a une autorisation pour utiliser des données de l'ONSS à des fins statistiques (Délibération n° 19/204 du 5 novembre 2019 - modifiée le 22 décembre 2020 et le 3 mai

2022 - relative à la communication de données à caractère personnel non pseudonymisées par la banque carrefour de la sécurité sociale et d'autres acteurs du secteur social à l'office belge de statistique Statbel). La BCSS et Statbel ont conclu un accord le 4 mai 2020 pour la communication de données à caractère personnel pseudonymisées et de données anonymes.

10. En ce qui concerne la base de données Administrative Disposable Income, Statbel utilise des données IPCAL provenant du SPF Finances complétées par des données sur les allocations non imposables obtenues via la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, le SPP Intégration sociale, l'Agentschap Vlaamse Sociale Bescherming, l'AVIQ et Iriscare.
11. Pour les données IPCAL, Statbel dispose d'une autorisation (délibération AF n° 04/2010 du 25 mars 2010 du Comité sectoriel pour l'autorité fédérale) afin d'utiliser les données à certaines fins statistiques.
12. Un protocole portant la référence (2022/155c) a été conclu entre Statbel et Iriscare le 2 décembre 2022 pour le traitement ultérieur de données à des fins statistiques.
13. Étant donné qu'il s'agit de l'extension d'un contrat de confidentialité existant, il suffit d'ajouter un addendum.

### **III. EXAMEN DE LA DEMANDE**

#### **a. Base juridique**

14. Le demandeur fait partie des destinataires énumérés dans la loi statistique, au sens de l'article 15, premier alinéa, 4°.
15. Le chercheur dispose de privilèges et immunités de juridiction en vertu du protocole additionnel n°2 à la convention de Paris du 14 décembre 1960. Le contrat conclu entre Statbel et le chercheur ne doit par conséquent pas prévoir de clause de juridiction.
16. Le chercheur a précédemment obtenu l'autorisation de la Commission de la protection de la vie privée de recevoir des données pseudonymisées de Statbel (Délibération 27/2010 du 29 juillet 2010). Le chercheur entre donc en principe en ligne de compte pour recevoir les données demandées.
17. La primauté des normes internationales sur les normes législatives nationales est reconnue depuis l'arrêt Le Ski rendu par la Cour de Cassation le 27 mai 1971. Dès lors, en vue de garantir l'effectivité de l'ordre juridique international, il convient d'appliquer le loi statistique à la lumière de la convention de Paris du 14 décembre 1960.
18. L'objectif de la loi statistique et de ses arrêtés d'exécution, est d'une part, de garantir la qualité des statistiques et d'autre part, de veiller à la protection et à la confidentialité des données à la disposition de Statbel. Cette loi doit être lue en conformité avec l'ordre juridique européen et notamment RGPD.

19. Le RGPD et la loi statistique consacrent un droit à la communication de ces données moyennant la démonstration, par le destinataire, que celles-ci demeureront protégées et qu'elles seront utilisées pour des finalités et durant un laps de temps préalablement déterminés. A l'expiration de ce délai ou lorsque les finalités seront atteintes, il importe que les données, ainsi que les éventuels back-ups, soient détruits. Il convient également que les droits des personnes concernées soient garantis au moyen de procédures et de ressources démontrées par le destinataire.
20. Par ailleurs, une telle communication nécessite une base juridique tel qu'un contrat entre Statbel et le destinataire afin de prévoir une série de modalités de collaboration et d'obligations à charge des parties. Le modèle de protocole intitulé « Declaration on Data Confidentiality » répond à cette exigence.
21. Le chercheur entre donc en principe en ligne de compte pour être autorisé à recevoir les données demandées.

#### **b. Finalité et transparence**

22. Il s'agit d'un traitement de données dans le cadre de l'intérêt public.
23. Les données ne seront utilisées qu'à des fins scientifiques. Le résultat n'aura en aucun cas des conséquences individuelles administratives.
24. La finalité de la recherche est conforme aux conditions fixées dans la loi statistique.
25. La finalité de la recherche est conforme à la finalité communiquée aux fournisseurs de données administratives.

#### **c. Proportionnalité**

26. La demande de données contient une justification claire des raisons pour lesquelles les variables demandées sont nécessaires à la recherche.
27. Il n'est pas possible de réaliser les analyses uniquement sur la base des données agrégées.
28. La durée de conservation demandée est jusqu'à 31/12/2029 et convient pour une telle recherche. À la fin de ce délai, les données à caractère personnel pseudonymisées communiquées devront être détruites.
29. Les résultats de l'étude ne peuvent en aucun cas contenir des données à caractère personnel codées, ni des données permettant d'identifier les personnes concernées. Les résultats de l'étude ne peuvent contenir que des données globales et anonymes.

**d. Mesures de sécurité**

30. Les mesures de sécurité informatiques et organisationnelles mentionnées dans les déclarations de conformité suffisent pour minimiser le risque de fuites ou d'utilisation abusive des données.
31. Le responsable du traitement et le Data Protection Officer sont identifiés.
32. Seuls les résultats à un niveau agrégé sont autorisés.
33. Les données individuelles pseudonymisées ne peuvent pas être transmises à des tiers.

**IV. CONDITIONS D'UTILISATION DES DONNEES****a. Diffusion**

34. Les résultats sont présentés de manière agrégée. On évite ainsi que des données soient identifiées après publication des résultats.
35. Le chercheur doit en effet veiller à ce qu'après l'analyse et l'utilisation des données, les résultats publiés restent anonymes et globaux de sorte que les données individuelles ne puissent pas être identifiées directement ou indirectement à partir de ces résultats.
36. Les résultats ne peuvent donc être diffusés que sous une forme globale et anonyme.
37. Au minimum deux semaines avant la diffusion, le chercheur doit d'ailleurs soumettre la publication envisagée à Statbel.

**b. Contrôle**

38. Le chercheur accepte expressément que des représentants de l'Autorité de protection des données et/ou de Statbel aient, à chaque instant et sans mise en demeure préalable, accès aux locaux et à l'infrastructure informatique où les données communiquées sont conservées, pour contrôler l'exécution des dispositions de la présente décision, des dispositions de la loi statistique et de ses arrêtés d'exécution ainsi que des dispositions du contrat de confidentialité.
39. Sur simple demande, l'Autorité de protection des données et/ou Statbel peuvent obtenir l'accès à d'autres locaux et à d'autres systèmes ICT afin de contrôler si aucune violation des dispositions de la présente décision, des dispositions de la loi statistique publique et de ses arrêtés d'exécution et des dispositions du contrat de confidentialité n'est commise.

**c. Notification d'une violation des données**

40. Pour répondre aux exigences du règlement général sur la protection des données, le chercheur est tenu, en vertu de la présente décision, de notifier Statbel de toute violation des données qui lui ont été fournies.

41. Cette notification doit se faire sans délai, au moyen d'un courrier électronique adressé au délégué à la protection des données de Statbel. Elle devra contenir tous les renseignements utiles et opportuns en vue de permettre à Statbel de prendre les mesures nécessaires concernant cette violation, notamment l'élaboration de mesures techniques rendant les données inutilisables, l'évaluation du risque d'une nouvelle violation, la communication avec les autorités compétentes et les personnes concernées ou encore l'établissement d'un audit des processus et opérations dans le cadre de l'enquête sur la violation.
42. Par ailleurs, le chercheur s'engage à collaborer pleinement à tous les actes de procédure administrative et/ou civile dirigés contre le SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie dans le cadre de cette violation de données et des autres actes connexes.

## **V. Avis du délégué à la protection des données**

43. Par ces motifs, le délégué à la protection des données de Statbel rend un avis favorable, conformément aux modalités de la présente délibération, à la fourniture des données pseudonymisées de ADI, Demobel et Censur à l'OCDE.

### **PAR CES MOTIFS,**

La Direction générale Statistique - Statistics Belgium **autorise** la communication des données demandées à l'OCDE aux conditions précitées ;

Cette autorisation ainsi que la demande de données sont ajoutées en annexe au contrat de confidentialité 2024/051.

**E. MEERSSEMAN**

Le délégué à la protection des données (DPO)  
Direction générale Statistique - Statistics Belgium

**M. VANDRESSE**

Directrice générale

